

De la coupure de 1870 à la première vague d'immigration des Juifs d'Europe de l'Est

Au moment de la Commune de Paris¹, la minorité juive a certes doublé, passant de 40 000 à 89 000 mais la guerre de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine ramènent ses effectifs à 50 000 personnes environ.

1870 représente une coupure importante, parce que la «*défaite française contre la Prusse a été vécue comme un drame national, la preuve de l'affaiblissement du pays et de la dégénérescence de la "race" [française]. Les forces délétères responsables de ce drame sont vite identifiées : ce sont l'invasion juive et la dépravation des mœurs. Pour redresser le pays, il faut rétablir les frontières : entre homme et femme, Français et étranger, normalité et anormalité. [...] L'homophobie et l'antisémitisme vont d'ailleurs de pair avec la critique radicale de l'émancipation des femmes, qui s'affirme au même moment. [...] Les femmes juives sont assimilées à des séductrices et à des prostituées. Ce sont aussi des "cérébrales", des "intellectuelles" ne se cantonnant pas aux rôles traditionnels dévolus à la femme mais exerçant un métier. Elles pervertissent la famille française [...]*» (C. Meyer-Plantureux, 2019).

Quant aux hommes juifs, dans la littérature populaire et le théâtre de boulevard, dès cette époque, ils sont présentés comme lâches, efféminés, organisateurs de complots et à la tête de micro-réseaux secrets.

Même si le nombre de Juifs baisse considérablement après la guerre de 1870, donc, l'antisémitisme, lui prospère après cette défaite de la France.

Au moment de l'Affaire Dreyfus, qui commence en 1896 avec le rapport Picquart et se développe avec le *J'accuse* de Zola en 1898, il y a moins de Juifs (71 000) que trente ans plus tôt. «*Les premiers juifs fuyant certains pays d'Europe orientale comme la Russie, la Pologne ou la Roumanie*» (B. Philippe, 1997) commencent à arriver après les pogroms qui affectent «*plus de 150 villes et villages russes entre avril et juillet 1881*» (*idem*). Le tsar prend des mesures discriminatoires de plus en plus sévères entre 1881 et 1887. Une nouvelle vague d'immigration aura lieu après les pogroms d'avril 1903 en Russie, de 1905 en Ukraine et en Pologne. «*La gare de l'Est voit chaque semaine débarquer son lot de réfugiés*» (*idem*) mais, selon certains historiens américains comme Eugen Weber, il n'y aurait pas eu de lien de cause à effet entre leur implantation progressive et le développement de l'antisémitisme en France.

C'est ce qui incite Eugen Weber, fin connaisseur de l'histoire de France, à se demander si l'Affaire Dreyfus ne fut pas «*une tempête dans un verre d'eau*». Pourquoi ?

A l'époque, la France était un pays aux deux tiers rural ; les Juifs étaient présents essentiellement dans les villes (et dans un nombre limité d'entre elles) et pas dans les

1. Selon B. Philippe (1997), «*composée en majorité de petits artisans et commerçants, la communauté [voulut] rester à l'écart des luttes ouvrières*».

campagnes, surtout après 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine ; enfin, Paris était la seule ville où ils constituaient une minorité assez visible pouvant susciter l'hostilité du reste de la population (40 000 personnes aux trois quarts d'origine alsacienne). Selon E. Weber, le fait que la vie politique fut concentrée dans la capitale explique que la propagande antisémite y ait été beaucoup plus influente qu'en province. Mais, pour lui, ce n'est pas tant l'antisémitisme racial qui nourrissait l'hostilité violente contre Dreyfus et contre les Juifs que des **sentiments antiallemands** très forts dans l'armée (il y avait un bon millier d'officiers juifs) ; cette «germanophobie» aurait été plus efficace dans la population que l'antisémitisme racial. D'après lui, l'Affaire Dreyfus passionna surtout le milieu politique parisien et ne concerna guère l'immense majorité des Français.

D'autres historiens avancent une hypothèse différente, pour ne pas dire opposée :

«*Marc Angenot dans son article de 1995, "Un Juif trahira. La préfiguration de l'Affaire Dreyfus", suit avec une extrême attention le développement de la propagande antisémite en France pendant les huit années qui ont précédé la condamnation de Dreyfus : livres, journaux, opuscules, périodiques, brochures et pamphlets produits le long d'une année, 1889, dans le but d'identifier et de comprendre une "dissémination générale d'énoncés méfiants ou hostiles à l'égard des juifs". À son avis, les historiens de l'Affaire Dreyfus n'ont pas donné à cette préparation idéologique la place qui lui revient. La Libre Parole lance dans sa propagande le slogan : "Un Juif nous trahira" qui cache un sens prophétique.*



L'antisémitisme français des années 1880-1890 possède une polyphonie de voix différemment orientées, dont chacune est porteuse de ses révélations. Drumont, auteur de *La France juive*, joue avec une extrême habileté avec le topos² du travailleur ruiné par la banque juive. La société est en décomposition : le peuple attend. En pamphlétaire brillant, il fait, de temps en temps, des avances au socialisme, il loue Benoît Malon et Constantin Pecqueur, il glisse dans ses textes quelques citations de Proudhon, de Lassalle, dont il oublie évidemment l'origine, et d'Auguste Chirac, un pamphlétaire antisémite.

À partir de 1889, *La Croix* et *L'Univers* des frères Veillot sont parsemés de diatribes contre les Juifs. Il faut aussi prendre en compte toute une historiographie antirévolutionnaire qui légitime l'équation Révolution = entreprise judéo-maçonnique. Un représentant de cette tendance, l'abbé Joseph Lemann, néophyte catholique d'origine juive, en 1889 théorise une

2. Topos signifie ici «cliché».

prétendue "prépondérance juive". La tradition des juifs déicides frappés par une malédiction éternelle survit dans le milieu clérical. Un abbé Souiller s'efforce de démontrer que l'antisémitisme s'assimile à un incendie et annonce aux juifs des malédictions et des calamités qu'ils ont bien méritées pour avoir crucifié le Christ.

Dans les années 1880, deux prêtres publient quelques livres dans lesquels ils dénoncent les Juifs qui ont l'habitude, au cours de leurs cérémonies religieuses, de boire le sang des nouveau-nés. Les boulangistes "de gauche" intègrent pleinement l'antisémitisme dans leur interprétation de la société. Une rhétorique violente et diffamatoire se développe ainsi qui se double d'attaques satiriques antiparlementaires et populistes dans des organes de presse tels que Le Pilon et Le Diable.

[...] Pendant les années 1880-1890, la propagande devient très marquée grâce à la psychose de l'espionnage. L'antisémitisme apparaît alors prophétique, et en perspective il se présente comme une sociologie et une révélation en même temps. Drumont et ses semblables annoncent le jour où les yeux vont se dessiller car les faits démontreront ce qu'ils n'ont jamais cessé de proclamer. Drumont, du reste, continue à répéter que l'objectif des juifs est que les Français s'égorgeant entre eux. Vers la fin du siècle, aux expressions de la malveillance antisémite, s'ajoute l'adjectif cosmopolite, c'est-à-dire "un corps étranger à la nation française". Cosmopolite signifie aussi "allemand", une allusion aux juifs venant de Pologne, de Koblenz [Coblence], de Francfort.» (F. Melzi d'Eril, 2007.)

B. Philippe (1997) va aussi dans le même sens : «La Croix distille chaque jour, depuis sa parution en 1883, son venin antijuif à l'attention de 170 000 lecteurs» et «100 000 autres se repaissent de La Libre Parole, le quotidien de Drumont». Elle mentionne également «les émeutes antijuives d'Algérie ou l'élection en 1889 de députés sur la seule promesse qu'ils demanderont l'application d'un plan antisémite³».

De plus, il existe à la Chambre des députés un groupe antisémite, composé d'environ 28 députés. Assez hétéroclite politiquement, puisqu'il comporte des républicains, des monarchistes, des catholiques, des athées des boulangistes, d'ex-blanquistes et d'ex-communards, il répercute dans la plus haute institution démocratique du pays la propagande antisémite la plus ignoble. D'ailleurs, parmi ces 28 crapules, un certain nombre continueront une carrière politique pendant toute la Troisième République, même s'ils durent mettre de l'eau dans leur vin.

Soulignons quelques éléments peu connus de l'Affaire Dreyfus, tant on met toujours en avant l'impact du *J'accuse* de Zola et la mobilisation des intellectuels dreyfusards : les consistoires israélites, qui craignaient d'attiser l'antisémitisme, eurent une attitude très timorée tout comme la famille Dreyfus, du moins au départ, qui redoutait le scandale, d'autant plus que le capitaine lui-même «ne se fiait qu'à ses chefs pour reconnaître et réparer l'erreur terrible» (Léon Blum).

Dernier point intéressant : les nationalistes juifs de l'époque (les sionistes – sans guillemets) ne manquèrent pas de souligner que l'affaire Dreyfus, survenue sept ans après le centenaire de la Révolution française, démontrait «l'échec de la solution française à la question juive – le

3. Sur le boulangisme et le parti antisémite à la Chambre on lira l'article de Laurent Joly (2007).

modèle émancipateur et assimilateur». «*Mais les Israélites français contemporains, dans leur quasi- totalité, interprètent ces événements selon un tout autre schéma ; loin de voir dans l’Affaire une rupture du contrat passé entre la France révolutionnaire et le judaïsme français, ils mettent l’accent sur la pérennité de ce contrat et sur la continuité du processus historique engagé en 1789*» (C. Nicaut, in P. Birnbaum, dir., 1990).

*** IMMIGRATION JUIVE
ET ASCENSION SOCIALE AVANT 1914**

La France accueillit 30 000 Juifs d’Europe de l’Est entre 1871 et 1914, ce qui porta à 180 000 personnes la population juive totale (en comptant l’Algérie), et donna un coup de fouet à la vie des communautés juives françaises. Ceux vivant en Algérie formaient environ 40 % du judaïsme français selon P.E. Landau (2002): «*ils appar[tenaient] aux classes laborieuses voire pauvres, ce qui n’exclut pas l’apparition d’une bourgeoisie chez les éléments les plus intégrés, notamment à Alger*». «*Quant aux Juifs immigrés, leur nombre [...] représen[tait] près de 16% de la communauté*» et ils étaient principalement étudiants et artisans. «*A Paris, [...] près de 62% [travaillaient] dans la petite industrie*».

Suite à la guerre de 1870 entre la France et l’Allemagne, et à la perte de l’Alsace-Lorraine, les Juifs de France seraient devenus une minorité stagnante, s’il n’y avait pas eu une immigration juive en provenance de l’Europe de l’Est à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

Cette immigration provoqua de nombreuses frictions entre les Français juifs et les Juifs étrangers, frictions qui seront récurrentes durant tout le XIX^e siècle et une bonne partie du XX^e siècle – y compris sous l’Occupation⁴. Si l’on ignore ces différends voire ces conflits et les traces qu’ils ont laissées, on risque de ne pas comprendre le sous-texte des débats qui peuvent opposer Juifs «sionistes» et «antisémites» aujourd’hui, puisque **ces polémiques sont souvent liées à des lectures opposées de l’histoire politique juive entre 1917 et 1948 : des positions adoptées au moment de la déclaration Balfour, de la révolution russe, de l’avènement du nazisme en Allemagne, du pacte germano-soviétique, de la Résistance et de la création de l’Etat d’Israël.**

Politiquement et socialement, la minorité juive a toujours été divisée, que ce soit au moment de l’Affaire Dreyfus⁵, du Front populaire, de Vichy ou de la décolonisation. Et l’origine

4. Cf. plusieurs interventions dans le livre du RHICOJ (1983).

5. Selon Léon Blum dans ses *Souvenirs de l’Affaire* : «*En règle générale, les juifs avaient accepté la condamnation de Dreyfus comme définitive et juste [...]. Le sentiment dominant se traduisait par une formule comme celle-ci “C’est quelque chose dont les juifs ne doivent pas se mêler.” Dans ce sentiment, il y avait certes du patriotisme et même du patriotisme ombrageux, le respect de l’armée, la confiance de ses chefs [...]. Les juifs ne voulaient pas qu’on pût croire qu’ils défendaient Dreyfus parce que Dreyfus était juif. [...]. Ils ne voulaient pas surtout, en se portant à sa défense, eux, d’un autre juif, fournir un élément à la passion antisémite qui sévissait avec une intensité particulière.*»

On retrouvera les mêmes craintes et inhibitions, lors de la montée du nazisme et même dans la Résistance, que ce soit chez des Juifs gaullistes, socialistes ou communistes ; la même

géographique des immigrés juifs a toujours eu son importance dans les positionnements politiques : les Juifs sous l'empire tsariste ou plus tard dans les pays du bloc soviétique, n'ont pas vécu l'antisémitisme, et ne vivaient pas leur religion (ou leur assignation ethnico-religieuse, quand ils étaient athées) de la même façon que les Juifs américains ou britanniques ; de même, les Juifs d'Afrique du Nord n'ont pas eu les mêmes expériences de l'antisémitisme que les Juifs présents sur le continent européen depuis des siècles et qui ont connu des pogroms récurrents et le judéocide.

Au début du XX^e siècle, les Juifs de France, qui vivaient désormais de plus en plus dans les villes (cette urbanisation affecta aussi l'Alsace, transformant ainsi considérablement les communautés juives et facilitant leur ascension sociale), travaillaient dans l'artisanat (textile, cuir, ébénisterie, bijouterie) ou dans le commerce. L'intégration des Juifs *«s'est bel et bien faite de prime abord par des voies qui leur étaient déjà familières, et non selon les vœux des promoteurs de l'émancipation qui comptaient sur une "régénération" par le travail de la terre et l'acquisition de nouveaux métiers»* (E. Benbassa, 2000), tentatives de «régénération» encouragées aussi par les saint-simoniens et les républicains de l'Alliance israélite universelle et leurs formations techniques.

Les notables du Consistoire poussèrent aussi *«leurs coreligionnaires pauvres»* à se *«transformer en travailleurs manuels»* en les plaçant *«en apprentissage chez des artisans chrétiens»* (B. Philippe, 1997). Quant aux jeunes filles d'origine modeste, on les incita à devenir *«fleuriste, modiste ou lingère, mais aussi institutrice ou demoiselle de bureau»* (idem). Si ces projets d'intégration sociale des juifs pauvres rencontrèrent certaines résistances, ils ne faisaient qu'imiter des modèles bourgeois classiques. Les écoles juives, d'excellente qualité, rencontrèrent plus de succès, dans la mesure où elles permettaient une ascension sociale plus sûre.

«Chaque vague d'émigration amène ses pauvres, qui sont obligés d'exercer de petits métiers. Ils sont aussi, à la première génération, artisans ou petits boutiquiers. [...] Quant aux Juifs d'Europe de l'Est, quasiment à toutes les époques, la moitié est constituée de pauvres, chaque vague nouvelle venant gonfler les effectifs, et venant se substituer à ceux qui ont bénéficié d'une ascension sociale» (E. Benbassa, 2000).

A la veille de 1914, 64% des Juifs parisiens étaient artisans et 27 % commerçants. *«Les salariés juifs appartiennent surtout au secteur tertiaire ; ils sont employés dans le commerce et l'industrie»* (idem).

«Artisans casquettiers ou maroquiniers, ouvriers fourriers, ils mènent à Paris une vie difficile et militent le plus souvent à gauche [...] les émigrés créent leurs propres organismes d'entraide et prennent leurs distances à l'égard de leurs coreligionnaires français qui méprisent ouvertement tous ces "Polaks".» (B. Philippe, 1997).

timidité durant les années 1960 et 1970 chez les dirigeants du Consistoire et du CRIF qui continuèrent à préférer une diplomatie de couloir à des interventions trop visibles. Cela a changé depuis les années 1980, spécialement chez les dirigeants du CRIF. Mais désormais, la «timidité» est passé du côté des Juifs «antisionistes» qui minorent ou nient l'antisémitisme en France et ne veulent dénoncer que le racisme anti-Arabs et antimusulmans. Curieux retournement de l'Histoire !

«*Les premières sociétés d'aide mutuelle, fondées au début des années 1880 par les casquetiers et ensuite par d'autres corporations, s'occupent des funérailles, et seront souvent à l'origine de sections syndicales locales*» (R. Poznanski, 2004). Ces sociétés d'aide mutuelle regroupent les immigrés les plus récents et les plus pauvres (qui prient souvent dans des oratoires de fortune installés dans des ateliers ou des locaux inadéquats). Ils souhaitent à la fois s'entraider et conserver leurs coutumes religieuses, parce qu'ils se sentent très éloignés socialement et religieusement des Juifs français «intégrés». Ces sociétés d'aide mutuelle se rapprochent ensuite des syndicats.

«*En décembre 1910, les sections yiddishophones qui étaient affiliées à la CGT créèrent un organisme de coordination, l'Interseksi Byuro. Le premier numéro d'un journal ouvrier juif, Der yidisher arbeter, parut le 9 octobre 1911.*» (R. Poznanski, 2004).

«*[...] Ignorés par la bourgeoisie juive, autant que par la chrétienne, les petites gens du Marais ont cependant des contacts avec les chrétiens du quartier. Leurs enfants fréquentent l'école laïque où les instituteurs, soucieux d'égalité, veulent en faire des Français comme les autres. [...] les jeunes immigrés manifestent rapidement un sentiment patriotique*» (B. Philippe, 1997).

Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières*, septembre 2023

SOURCES des citations

* Esther Benbassa, *Histoire des Juifs de France*, Seuil, 2000 (2^e éd.).

* Laurent Joly, «Antisémites et antisémitisme à la Chambre des députés sous la III^e République», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, n° 54

* Francesca Melzi d'Eril, «La revue *Romantisme* et le préjugé antisémite en France. Entre littérature et histoire», *Cahiers Jaurès* 2007/1, n° 183-184.

* Chantal Meyer-Plantureux, *Antisémitisme et homophobie. Clichés en scène et à l'écran*, CNRS Editions, 2019

* (C. Nicaut, in P. Birnbaum, dir., 1990). Pierre Birnbaum, *Histoire politique des Juifs de France. Entre universalisme et particularisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990

* Béatrice Philippe, 1997, *Être juif dans la société française du Moyen Âge à nos jours*, Complexe, 1997

* Renée Poznanski, «On Jews, Frenchmen, Communists and the Second World War», in Jonathan Frankel (dir.), *Dark times, Dire decisions. Jews and communism*, Oxford University Press, 2004

* RHICOJ (dir.), *Les Juifs dans la Résistance et la Libération*, Editions du Scribe, 1985

ARTICLES PRECEDENTS

- Cinq étapes importantes dans l'histoire des Juifs de France depuis 1791
- I. – De l'émancipation des Juifs (1791) à la création des consistoires (1808)